

Le Jour, 1952
25 janvier 1952

EN MARGE DE LA DEMARCHE SEOUDITE

C'est un devoir de revenir encore à l'affaire d'Égypte au moment où dans le monde arabe la situation est si confuse. Il est évident que le monde arabe est travaillé par des forces qui le minent.

Les grandes puissances qui militent au service de l'ordre ne doivent pas permettre que la situation dans les pays arabes s'aggrave. Et le chemin de la détente, c'est en Égypte qu'on le trouve.

Le Gouvernement égyptien, si établi qu'il soit dans son intransigeance, doit mettre de plus en plus, **en tête de ses soucis**, le risque que, par l'Égypte, la menace de guerre s'accroisse. Si obsédé qu'on soit au Caire par le Canal et par le Soudan, **on ne doit pas ignorer le danger de guerre et l'orientation redoutable d'Israël.**

C'est montrer une fois de plus à l'Égypte l'amitié la plus vive que de mettre en relief ce que sa position géographique a d'exceptionnel et ce que la nécessité commande.

Il ne peut y avoir rien d'offensant pour personne dans une défense collective du canal de Suez. Si ce point de départ est accepté, le reste devient facile. La défense collective du Canal s'accompagnerait de bienfaits nombreux, sans l'abandon de rien d'essentiel. **Le premier avantage serait encore la sécurité.** Ce serait de pouvoir dormir en paix au moyen d'un arrangement qui rendrait tout l'Occident garant en un sens de l'intégrité de territoire égyptien, et responsable de la défense du Proche-Orient si exposé.

Ce qui ne se discute plus dans cette crise, c'est l'impossibilité pour l'Occident d'être absent de la zone du Canal. **Il faut prendre un fait pour un fait.** Le peuple égyptien et ceux des autres pays de la Ligue ont droit à la vérité. Pourquoi laisser l'Égypte aller au pire quand on peut éviter le pire ?

C'est ainsi que la démarche du Roi d'Arabie doit être accueillie avec reconnaissance ; et les efforts de l'Irak aussi. Le Liban avait tenté de se rendre utile ; la Syrie également ; de sorte que les partenaires de l'Égypte dans la Ligue n'ont rien à se reprocher.

Pour honorable que soit la résistance de l'Égypte, elle ne peut pas faire violence à une réalité qui dépasse l'Angleterre elle-même. C'est le cas ou jamais de reconnaître la force du destin et une sorte de cas de force majeure international. L'interdépendance des nations signifie déjà cela à des degrés divers.

Il y a des tâches qui ne peuvent être qu'internationales, c'est-à-dire communes. Et on ne peut plus sans mentir à soi-même et aux autres considérer que les Nations-Unies sont une institution où la bonne entente règne. Le droit de « veto » des grands y ruine virtuellement l'autorité de la majorité ; **et les pressions y sont ce qu'elles sont ;** depuis les malheurs de la Palestine, nous avons mieux appris à le savoir.

L'intervention du roi Ibn Seoud, le Liban et la Syrie devraient aussi l'appuyer. Et la bonne volonté de l'Irak doit être tenue pour très opportune. **Il n'est pas raisonnable que le drame**

égyptien fasse plus de désordre et de victimes. Il n'est plus permis de se désintéresser d'un conflit qui pourrait rester sans issue si des amitiés sincères ne s'employaient pas à en trouver une.

On ne peut pas enlever le canal de Suez de la place où il est et le transporter ailleurs. Il faut s'accommoder de l'évidence. Et le Proche-Orient, par l'Egypte, est, du côté de l'Asie, la porte même de l'Afrique.

La route universelle et un continent entier sont en jeu. Et l'enjeu va plus loin encore.

Les pays de la Ligue arabe sont au centre de ces périls. Comment pourraient-ils l'oublier un instant ?